

06 OCT. 1995

Emmanuelle Kadya Tall

De la démocratie et des cultes voduns au Bénin

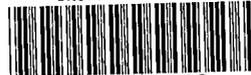
Depuis la fin des années 1980, de nombreux pays africains ont organisé des conférences nationales pour tenter d'ouvrir leur régime à la démocratie. Le Bénin en a été le premier instigateur et jusqu'à ce jour, il est le seul pays où les conclusions de la Conférence nationale ont été rapidement mises en œuvre : des élections libres ont ainsi permis l'éviction du régime dictatorial de Mathieu Kérékou, sans effusion de sang. La participation de toutes les forces socio-politiques du pays et l'arbitrage des débats par un représentant de l'Église catholique ont largement contribué au passage en douceur vers une démocratisation des institutions.

Deux ans et demi après l'instauration d'un régime démocratique de type présidentiel avec un parlement légiférant, le président de la République, Nicéphore Soglo, décide d'organiser un Festival international des arts et des cultures voduns dans le cadre de son programme politique pour le Renouveau démocratique du Bénin. Cette initiative va soulever un vent de contestation parmi de nombreux Béninois que l'effondrement socio-économique du pays — conséquence de plusieurs décennies de malversations en tout genre — rend peu sensible à l'effort présidentiel de redonner ses lettres de noblesse à la culture vodun.

Cet événement et les conflits qu'il a provoqués sont un terrain privilégié pour analyser les relations entre le politique et le religieux. Au Bénin, comme dans beaucoup de pays africains, le pouvoir, la puissance et la richesse sont généralement perçus comme étant le succès de pratiques magico-religieuses. Avoir le pouvoir n'est jamais innocent : on l'obtient, on le renforce et on le conserve avec le concours de forces occultes. Force de l'ombre, le pouvoir religieux peut apparaître comme la face cachée du pouvoir politique. La volonté irréductible du politique de se mêler des affaires religieuses transparaît dans toutes les phases de l'histoire du Bénin. Le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou, les dynasties du royaume de l'ancien Danxomé jusqu'au gouvernement actuel de Nicéphore Soglo ont tenté, chacun à leur manière, de régenter les pratiques religieuses.

L'ingérence étatique dans le domaine religieux, indépendamment des

ORSTOM Documentation



010000213

options politiques, témoigne d'une vision du monde où l'interprétation de l'infortune et de son contraire s'exprime en termes de sorcellerie. L'accès à un statut enviable, à une position hiérarchique supérieure est nécessairement acquise au détriment d'un autre dont il faut se méfier et contre les actions duquel on doit se protéger. Le royaume pré-colonial du Danxomé s'est toujours empressé d'intégrer à son panthéon toutes les puissances religieuses rencontrées au cours de ses expéditions guerrières pour faire face à son redoutable ennemi, le royaume d'Oyo. Le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou ne pouvait pas faire table rase d'un lourd passé vodouiste sans prendre des mesures concrètes visant à le neutraliser. Avec les problèmes de santé qui l'ont terrassé à la fin de sa campagne présidentielle, Nicéphore Soglo s'est trouvé brutalement confronté aux réalités de la « mystique africaine » et de ses interférences dans les luttes politiques.

Cet article se propose de retracer, au travers de ces trois exemples, les relations conflictuelles qu'entretient le pouvoir politique avec la sphère du religieux depuis l'époque pré-coloniale jusqu'à nos jours. On s'appuiera moins sur une analyse objective et classique des faits politiques et religieux que sur les interprétations et les commentaires qu'ils appellent. En rapportant diverses anecdotes et rumeurs, il ne s'agit pas de prétendre à l'exhaustivité d'une analyse des relations entre le politique et le religieux au Bénin. Certaines juxtapositions de faits que d'aucuns pourraient trouver tendancieuses, seront là pour mettre en évidence la nécessité impérieuse de prendre en compte les phénomènes religieux dans une analyse politique du monde africain contemporain. Le jeu des alliances et des conflits se joue de moins en moins sur le terrain de l'appartenance dynastique, clanique ou lignagère, et de plus en plus sur celui de l'appartenance religieuse, comme en témoigne l'essor des mouvements de réforme religieuse dans toute l'Afrique depuis le début du siècle.

Le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou

Le 26 octobre 1972, quelques militaires¹ renversaient par la force l'ancien régime² et portaient à la tête du nouveau gouvernement Mathieu Kérékou que sa réputation d'honnête homme, proche de ses troupes, et sa non-appartenance aux grandes dynasties du Sud, en faisaient le parfait candidat pour occuper la plus haute fonction de l'État. Très vite, M. Kérékou se dégage du rôle de potiche qu'on veut lui faire jouer en se débarrassant peu à peu de ses complices : deux d'entre eux sont accusés d'un

1. Michel Alladayé, Michel Aikpé et Janvier Assogha, tous trois originaires d'Abomey ou de Ouidah, sont les instigateurs principaux du coup d'État.
2. Il s'agissait d'une direction collégiale de l'État à la tête de laquelle se relayaient tous les ans Hubert Maga, Justin Ahomadégbé et Sourou Apithy.

complot et condamnés à mort sans être exécutés, le troisième est assassiné, selon la rumeur, des propres mains de M. Kérékou.

Dès le 30 novembre 1972, lors de son premier discours programme, M. Kérékou fait part de sa volonté de réhabiliter la médecine traditionnelle. Au cours du discours d'orientation nationale du 30 novembre 1974, il déclare son adhésion à un régime marxiste-léniniste et le Dahomey devient la République Populaire du Bénin. La religion est alors considérée comme une force rétrograde et avilissante qui freine le démarrage socio-économique du pays. L'Église catholique, qui domine la scène religieuse depuis la colonisation, doit se plier avec les autres religions aux réglementations prescrivant un calendrier précis pour les activités des cultes et limitant le plafond des dépenses lors des fêtes. L'enseignement confessionnel est laïcisé et nationalisé. L'Église catholique est durement touchée car elle possède les établissements scolaires les plus importants et les plus renommés.

En 1976, une ordonnance établit une loi anti-féodale et anti-sorcellerie dont les objectifs sont les suivants³ : « La sape de la base économique de la féodalité ; la sape des fondements idéologiques de la féodalité ; la sape de la culture féodale ; la lutte contre la sorcellerie. »

La langue de bois employée pour définir les objectifs de cette ordonnance ne prétend pas masquer les acteurs sociaux mis en cause. Cette loi est tout particulièrement dirigée contre les cultes voduns, les dynasties aboméennes, certains tradipraticiens réfractaires à la réduction de leur médecine à la seule phytothérapie et les Églises nouvelles dont la communauté du Christianisme Céleste qui est la plus fréquentée.

C'est la période de « la démystification et la libération des masses populaires par l'abolition des recrutements dans les couvents fétichistes et la suppression de la pratique consistant à faire boire le fétiche »⁴. C'est une période proche de l'inquisition où adeptes et fidèles peuvent être jetés en prison pour fait de sorcellerie et atteinte à la révolution. Bon nombre de tradipraticiens sont arrêtés tant il est difficile de faire la part entre pratiques thérapeutiques et pratiques magico-religieuses dans la médecine dite traditionnelle. C'est ainsi que la délation et les accusations de sorcellerie supplantent les anciennes pratiques de contrôle social. Chacun peut désormais se retrouver sous les verrous sur simple plainte d'un voisin ou d'un rival.

Le coup d'État manqué de Bob Dénard, le 16 janvier 1977, réactive la xénophobie anti-impérialiste et la lutte contre tout ce qui freine la progression socio-économique du pays.

Dans les années 1980, après la consécration de Bernardin Gantin,

3. Source : Instances locales de la Révolution et ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique et de l'Administration territoriale, citée par C. Houssou (1985).
4. Rituel sacrificiel qui signe l'alliance indéfectible d'une personne avec un vodun.

nommé cardinal en 1977, et la première visite du pape au Bénin, en 1982, on note un assouplissement du régime vis-à-vis des religions. Lors d'une grande sécheresse, Kérékou appelle toutes les confessions à prier pour faire cesser cette calamité. Daagbo Hunon, chef suprême des cultes voduns de Ouidah, est sollicité pour se rendre à la plage avec un python afin de donner plus de poids à ses prières. Ordinairement, Daagbo Hunon a pour interdit majeur la vue de la mer où il ne se rend qu'une fois tous les sept ans pour accomplir un voyage mythique dans les profondeurs de l'océan où réside la divinité qu'il honore. Le python — animal protecteur des populations xweda, devenu l'emblème de la ville de Ouidah — n'appartient d'aucune manière au panthéon de la mer, et sa présence sur la plage a dû paraître insolite à plus d'un. En faisant officiellement appel à un chef de culte vodun, M. Kérékou accepte le retour du religieux sur la scène publique. L'Église catholique retrouve sa première place, et les religions nouvelles reprennent au grand jour leur expansion. En 1986, on note plus de cinq cents demandes d'inscriptions d'églises ou d'associations religieuses dans les archives du ministère de l'Intérieur.

Dans les années 1986-1987, même si autour de la capitale socio-économique on continue de respecter le calendrier des fêtes voduns réglementé par le gouvernement (de novembre à mars), chacun agit à sa guise dès qu'on s'en éloigne. J'ai pu assister à une procession vodun, en plein mois de mai à Dassa, ou encore dans le Mono, à une sortie de couvent de jeunes initiées qui avaient été internées, de trois à neuf mois pour les plus anciennes.

L'année 1989 débute par une grève des étudiants, suivie par celle des enseignants du primaire et du secondaire. Le gouvernement riposte en jetant en prison les enseignants et les syndicalistes qui réclament leurs dûs. L'État est dans l'incapacité de payer les salaires qui accusent déjà plus de six mois de retard. C'est la déroute du système bancaire et le Fonds monétaire international propose son aide en contrepartie de l'adoption d'un plan de rigueur et d'une démocratisation des institutions.

Au printemps de cette même année riche en événements sur la scène internationale, la lettre pastorale des évêques du Bénin reprend dans son ensemble les exigences et les critiques syndicalistes. La fermeté de cette lettre va être commentée dans tous les foyers. À partir de ce moment, M. Kérékou est obligé de lâcher du lest ; les puissances occidentales peuvent exercer une pression en promettant le renflouement des caisses de l'État en échange d'une démocratisation des institutions. Le 1^{er} août 1989, le cardinal Gantin est reçu en audience, mais dès juillet, Kérékou remanie son gouvernement en y faisant entrer deux contestataires⁵. Les syndicalistes et les enseignants emprisonnés sont libérés, et la promulga-

5. Dossou et Ahouanssou.

tion d'une loi d'amnistie permet aux opposants au régime exilés de rentrer au pays.

Un mois environ après la chute du mur de Berlin, M. Kérékou annonce l'abandon de la doctrine marxiste-léniniste, la dissolution de l'Assemblée nationale révolutionnaire qui venait d'être reconduite dans ses fonctions six mois auparavant, et la mise en place d'une conférence nationale regroupant « toutes les forces vives de la Nation ».

Pour résumer un peu schématiquement ces dix-sept années de régime autoritaire, on peut dire que M. Kérékou a accédé au pouvoir un peu au hasard d'une mésentente du trio de militaires originaires du Sud Bénin qui n'arrivaient pas à se départager entre eux pour l'obtention de la magistrature suprême. Mais sa longévité à la tête du pouvoir est due en grande partie à l'habileté avec laquelle il a su très vite museler, au travers de sa loi anti-féodale et anti-sorcellerie, une opposition des gens du Sud dont la puissance réside dans l'alliance avec les cultes voduns. On notera aussi que tout en étant originaire du Nord, il a toujours su composer avec les gens du Sud en nommant, à des postes politiques importants, les héritiers des dynasties aboméennes, en jouant de leurs querelles internes. Toutefois sa garde personnelle et la majorité des militaires appartenaient à sa région d'origine.

Le gouvernement de transition et le nouveau régime de Nicéphore Soglo

Après la Conférence nationale qui s'est déroulée en février 1990 sous la présidence de l'archevêque de Cotonou, Mgr Isidore De Souza, des élections législatives et présidentielles ont été programmées pour mars 1991. Dans l'interim, N. Soglo est nommé par le Haut Comité à la République (HCR) premier ministre du gouvernement de transition au sein duquel Mathieu Kérékou conserve sa charge présidentielle. Selon certaines informations, Mgr De Souza aurait usé de son influence pour que Kérékou reste à son poste pendant l'interim afin d'éviter une réaction violente de ses partisans.

Pendant la campagne présidentielle, N. Soglo parcourt tout le pays. Candidat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, il recueille peu à peu l'adhésion de toutes les puissances occidentales même si, au début, la France semblait soutenir un autre candidat. Il remporte la victoire aux urnes, mais il est terrassé par un mal mystérieux à la fin de sa campagne : on parle de sciatique, puis de typhoïde, et pendant six mois le futur président en passe de devenir un ex avant même d'avoir été investi, fait de longs séjours à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris. Il assiste à la cérémonie organisée pour son investiture, soutenu par deux gardes du corps. La rumeur parle d'un empoisonnement dont il aurait été victime lors d'une tournée dans le nord du pays. Lors d'un entretien avec une

journaliste de la chaîne de télévision française FR3, N. Soglo confie qu'il y a en Afrique des choses mystérieuses devant lesquelles son esprit cartésien demeure sans voix. Le chef de l'État semble avoir admis l'hypothèse d'un empoisonnement subi au cours d'une poignée de main, comme en témoignent ses nouvelles manières de saluer d'un bref hochement de tête, les mains jointes à hauteur de poitrine⁶. Radio-trottoir à Cotonou, attribue son rétablissement miraculeux aux bons soins du roi de Kétou.

Quoi qu'il en soit, un an après son élection, le 10 avril 1992, N. Soglo annonce le lancement du projet « Ouidah 92 », Festival des arts et des cultures voduns dont les objectifs sont de faire accéder la culture vodun à l'universalité, de recomposer les rapports de force Nord/Sud et Sud/Sud en rassemblant la diaspora noire autour de la culture vodun et de mettre en valeur le patrimoine culturel du pays. « Ouidah 92 » inaugure une vaste opération touristique et culturelle à laquelle doivent succéder un festival régional de la Gani à Nikki (dans le nord du pays), une biennale polyculturelle des danses populaires et religieuses béninoises à Abomey, un festival sous-régional des masques Géléde à Porto-Novo, et un festival régional de Yéké Yéké⁷ dans le Mono. Pour résumer, ce projet est principalement destiné à attirer un tourisme culturel et à ressouder la nation béninoise autour de la mise en valeur de sa diversité culturelle.

Les idées pourtant grandes et généreuses de ce festival n'ont pas apaisé les tensions au sein de la société béninoise. Bien au contraire, elles en ont suscité de nouvelles. Le gouvernement s'est trouvé violemment critiqué pour cette initiative, à la fois par l'Église catholique et par les traditionnels qui se sont trouvés exclus de cette manifestation.

D'aucuns ont vu dans la réticence montrée par l'Église catholique durant le festival, une réaction au fait que cet événement coïncidait presque jour pour jour avec la deuxième visite du pape au Bénin. Le festival aurait dû se dérouler en décembre 1992 et ce concours de circonstances, dont pourrait rire un esprit facétieux, n'a pas détendu les relations de l'Église avec le nouveau gouvernement.

L'Église a beaucoup œuvré pour la restauration d'un régime démocratique. Très réservée vis-à-vis de la révolution qui a très vite nationalisé l'enseignement confessionnel, elle a toujours possédé quelques contestataires parmi ses membres. L'abbé Quenum, ancien directeur du collège Aupiais, a été soupçonné d'avoir participé au coup d'État à la suite duquel l'ancien président Zinsou allait être condamné à mort, ce qui provoqua son départ en exil. L'évêque de Lokossa, Robert Sastre⁸, a été dès

6. Traditionnellement c'est ainsi qu'on salue un hôte respecté. Dans le milieu vodouiste, c'est aussi une façon pour les chefs de culte de ne pas être souillés, contaminés par le profane.

7. Fête inaugurant la première récolte chez les populations Mina.

8. Ancien aumônier des étudiants de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF).

le départ un virulent opposant de l'ancien régime et, par la suite, Mgr De Souza s'est joint à lui en montrant plus de diplomatie. M. Kérékou les aurait surnommés par dérision « les évêques marxistes du clergé » et il les convoquait chaque fois qu'il recevait l'épiscopat. La lettre pastorale des évêques au printemps 1989 atteste de la fermeté avec laquelle l'Église a pu s'opposer au gouvernement de M. Kérékou. Mgr Sastre avait d'abord été désigné pour représenter l'Église à la Conférence nationale, mais des obligations à Rome au même moment lui ont fait décliner cet honneur. Pour un de ses anciens élèves au Séminaire, son désistement a été une chance, car son caractère à l'emporte-pièce ne lui aurait pas permis d'apaiser les débats comme a su le faire son successeur Mgr De Souza qui a toujours préféré la négociation aux affrontements abrupts. Fort de la confiance acquise à la présidence de la Conférence nationale, Mgr De Souza aurait insisté pour que M. Kérékou conserve sa charge présidentielle pendant le gouvernement de transition. Il a fait preuve d'un grand sens tacticien en maintenant M. Kérékou à son poste jusqu'aux nouvelles élections. La mise à l'écart brutale de celui qui a régné pendant dix-sept ans sur la destinée du Bénin aurait très certainement provoqué un climat de violence néfaste au bon déroulement des préparatifs électoraux. Forte de tous ces atouts, l'Église s'est sentie bafouée par le nouveau gouvernement qui, selon elle, se détourne des affaires politiques urgentes, comme la mise en application de la nouvelle constitution⁹ au profit d'actions médiatico-politiques dangereuses.

L'Église reproche haut et fort au gouvernement de menacer la laïcité de l'État, et par là même les fondements de la démocratie, en s'occupant d'affaires appartenant à la sphère du privé. Ce n'est pas le rôle de l'État de faire la propagande des cultes voduns contre lesquels les catholiques se sont toujours élevés en vertu du droit à la dignité de l'être humain. Dans la presse béninoise, des ecclésiastiques ont repris presque terme à terme les propos de M. Kérékou sur l'embastillement des adeptes dans les couvents et le non-respect de la personne humaine. Cependant, dans les mêmes colonnes on s'est félicité du regain d'intérêt pour les cultures nationales. Les organisateurs du festival se sont défendus de promouvoir une quelconque religion. Pour eux, le malentendu provient de l'amalgame fait entre culture et culte. L'Église, en réagissant si négativement à ce festival, s'est faite l'écho de l'opinion publique. La confusion était d'autant plus aisée que l'épisode obscur de la maladie du nouveau président était encore dans la mémoire de chacun. D'aucuns ont vu dans l'organisation de « Ouidah 92 », le paiement d'une dette envers la communauté vodouiste, à qui la rumeur attribue la guérison du chef de l'État.

9. Notamment dans le domaine des institutions locales (élections municipales, etc.).

L'émergence des nouveaux cultes voduns

La querelle opposant les tradipraticiens à la toute récente association des chefs de cultes voduns, dont ils ont été exclus par décision gouvernementale, évoque une décision prise par le régime précédent. En effet, en 1974, M. Kérékou ordonnait la création d'une association nationale des praticiens de la médecine traditionnelle pour revaloriser les savoirs ancestraux et pallier le déficit des structures sanitaires dans le pays. De ces savoirs ancestraux était évacuée toute la part magico-religieuse qualifiée de force rétrograde et avilissante. En 1992, le gouvernement de Soglo renouvelle l'intervention de l'État en refusant aux tradipraticiens vodouistes la possibilité d'intégrer une association culturelle. Là encore, une décision politique tente d'inscrire une ligne de démarcation entre la sphère du religieux et celle du thérapeutique. Cette volonté politique de vouloir séparer deux domaines intimement liés n'est pas sans rappeler les directives de l'OMS que quelques pays africains ont tenté d'appliquer. On sait l'échec retentissant qu'accusent ces nouveaux tradipraticiens institutionnalisés par les pouvoirs biomédicaux¹⁰.

Si, au départ, le conflit concerne tradipraticiens et chefs de cultes voduns, pendant le festival la polémique se déplace pour opposer les chefs de cultes traditionnels aux chefs des nouveaux cultes voduns. Ce désaccord tient au fait que le président de cette nouvelle association n'est pas un *vodun non*¹¹, au sens traditionnel du terme, mais un « charlatan » (c'est-à-dire un homme d'affaire, guérisseur¹²) qui a acquis sa fortune au Gabon. *Alafia*, le culte dont il est détenteur, appartient à la classe des nouvelles divinités originaires du Ghana, divinités qui sont apparues dans le pays dans les années quarante. L'émergence de nouveaux cultes en pleine période coloniale est une des réponses apportées aux transformations sociales que provoque la mise en place d'une nouvelle administration. Cultes anti-sorcellerie et cultes de la fécondité, ces nouveaux voduns recrutent parmi les segments de la société les premiers touchés par les bouleversements sociaux. Ce sont, au départ, les cadets de lignages pour qui la scolarisation permet d'accéder à des fonctions plus élevées que par le passé. Ce sont aussi les femmes, dont le taux de scolarité reste faible, encore actuellement, et que la déstructuration des communautés lignagères laisse sans ressources face aux enjeux de la société moderne. Aujourd'hui, les anciens cadets sont devenus des aînés, et surtout ils ont acquis de nouvelles spécialisations professionnelles. Toutefois, certains restent en marge de la société urbaine à cause du chômage, du sous-emploi et de l'absence de qualification professionnelle. Ceux qui ont

10. Cf. l'article de FASSIN & FASSIN (1988).

11. Possesseur, chef d'une divinité vodun.

12. Il s'agit de Sossa Guédéhoungué dont les célèbres maisons à étage poussent comme des champignons dans la province du Mono, sa région d'origine.

réussi leur vie professionnelle, notamment dans le commerce, adoptent ces nouvelles divinités comme un attribut, un signe de leur succès. Le président de la nouvelle association des chefs de culte fait partie de ces adeptes de *Alafia* dont la réussite sociale est imputée à la force de leur divinité. *Alafia*, à l'inverse des voduns classiques, ne requiert aucune initiation spéciale. Pour l'acquérir, il suffit de l'acheter auprès d'un chef de culte dont la légitimité tient à l'importance de sa clientèle. À l'instar des anciens cultes dans le royaume aboméen pré-colonial, ces divinités sont achetées et installées moyennant finances. Cependant, elles n'ont pas encore acquis la profondeur généalogique qui justifierait leur place à côté des plus anciennes. C'est pour cette raison que Sossa Guédéhoungué a tenté de se retrancher derrière une divinité traditionnelle lors du festival. Il s'est présenté comme chef du culte *Adantoxu*¹³ dont le détenteur principal dans la région est le chef suprême des cultes voduns de Ouidah, Daagho Hunon. Si pour l'opinion publique, nouveaux et anciens cultes appartiennent bien au vaste monde des voduns, pour les détenteurs des anciens cultes, *Alafia* et ses comparses¹⁴ ne sont que des avatars de cultes étrangers. Mais c'est oublier que les anciens cultes, à leur début, étaient dans la même position. La plupart des cultes honorés sur l'ancienne Côte des Esclaves ont été des cultes conquis, arrachés lors des guerres avant d'être intégrés au panthéon des vainqueurs. Progressivement ils ont fait partie des moyens de contrôle mis en place par les différentes dynasties aboméennes.

Si on retrace brièvement l'histoire du royaume du Danxomé, on s'aperçoit qu'il s'est en partie construit autour d'une dynamique voduns royaux/voduns populaires. Son mythe fondateur ordonne l'alliance d'une femme avec la panthère *Agasu* dont sont issues l'ensemble des dynasties aboméennes. Parallèlement à ce mythe fondateur, la conquête s'est faite en volant, pacifiant, et réglementant les cultes voduns rencontrés sur son passage. Le contrôle de Ouidah et sa transformation en comptoir de la traite négrière se sont effectués par l'établissement d'une administration royale dont la légitimité était renforcée par l'installation des cultes royaux dans la nouvelle cité. Les divinités locales se sont trouvées sous l'autorité de *Xevioso*, divinité de la foudre et du tonnerre qui était et demeure la divinité protectrice du territoire d'Abomey.

À différentes étapes de son histoire, la royauté aboméenne a chassé certains cultes dont elle estimait qu'ils lui portaient ombrage. Le cas le plus éclairant concerne *Sakpata*, la divinité de la terre qui se manifeste par des maladies éruptives, dont la plus terrible est sans conteste la variole.

13. Divinité de la mer.

14. *Atingali*, *Tron vodun* et *Mami Wata* pour citer quelques-unes de ces nouvelles divinités. Pour plus de détail, se reporter à mon article « De la dynamique des cultes et religions nouvelles au Sud-Bénin » (à paraître dans les *Cahiers des Sciences humaines* de l'Orstom, XXXI (4), 1995).

D'après R. F. Burton, cité par J. M. Herskovits (1967), la crainte de *Sakpata* était fondée : une épidémie de variole a décimé plusieurs compagnies de soldats du roi Glélé lors d'une campagne militaire, sans compter les rois Kpengla et Guezo qui ont succombé à cette maladie. Parce que deux rois ne peuvent régner dans la même maison, *Sakpata* a été expulsé du royaume à plusieurs reprises, et encore aujourd'hui il est très mal séant de prononcer publiquement son nom tant sa puissance est redoutée. L'ensemble des divinités était sous la haute vigilance de *Pajaxo*, le ministre des cultes qui veillait, tel un super gendarme, à ce que tous les cultes du royaume soient bien policés et n'entachent aucunement la puissance du roi. C'était *Pajaxo* qui nommait les grands chefs de cultes, et pour éviter toute insubordination chaque nomination était précédée du Pacte du sang et du « hoire le fétiche » qui scellaient ainsi la soumission du chef de culte au pouvoir royal.

Ce détour par le royaume d'Abomey devrait permettre de comprendre à quelle puissance M. Kérékou se trouvait confronté en prenant le pouvoir. En transformant l'ancien Dahomey en République du Bénin, en référence à un royaume plus ancien et plus important puisqu'il couvrait une partie de l'actuel Togo jusqu'au Nigeria¹⁵, M. Kérékou a voulu démanteler, ou du moins contrôler, une ancienne puissance dont les ramifications perdurent encore aujourd'hui. Il a su neutraliser toute tentative d'insurrection en jouant des rivalités dynastiques. Et si les récents événements ont mis à la tête de l'État un natif d'Abomey, on ne doit pas oublier que cet Aboméen a fait carrière comme représentant du gouvernement béninois de Mathieu Kérékou dans les organismes internationaux.

Aujourd'hui, l'élection d'un chef de nouveau culte vodun à la tête d'une association est autant le fait de manœuvres politiciennes — la prodigalité a sans conteste contribué à l'obtention de la majorité des voix — qu'une prise de conscience des réalités actuelles. Les nouveaux modes de vie n'autorisent plus de longues périodes de retraite initiatique, ni l'obéissance aveugle aux directives lignagères. Une promesse faite à un vodun de lui confier son enfant n'est plus sûre d'être accomplie dans la mesure où le lignage ne gère plus les destinées individuelles. Dans une société optant désormais pour une dynamique individualiste, les voduns traditionnels perdent pied car le lignage, le clan et la dynastie ne sont plus les fondements de la société. L'existence des cultes anciens était autrefois légitimée par leur ancrage dans les structures de la société. Si, encore aujourd'hui, le lignage joue un rôle important comme en témoignent les cultes rendus aux morts, la personnalisation et l'individualisme prennent

15. Chacun de ces pays a fondé une université qui porte le nom prestigieux de Bénin. Le royaume du Bénin (xii^e-xix^e siècles) a connu son apogée au xvii^e siècle, comme en témoignent les magnifiques têtes de bronze conservées au musée de Lagos.

cependant le pas sur le collectivisme lignager. À l'inverse, les nouveaux cultes sont en prise directe avec les réalités du moment. La misère, le sous-emploi, les échecs matrimoniaux, les maladies, la mortalité infantile et les difficultés scolaires en sont les plus importantes. Avec un modèle explicatif unique du malheur et de la maladie, les nouveaux cultes voduns recrutent une clientèle que le discours simplificateur de la sorcellerie comble d'explications et d'espoirs. Leur pouvoir anti-sorciers permet de se fortifier contre les agressions qui empêchent l'individu d'accéder aux richesses de ce monde. Les conflits aînés/cadets, la personne en butte avec son lignage, les querelles interlignagères ne sont plus à l'ordre du jour. Le voisin jaloux, l'amant déçu, le collègue envieux sont aujourd'hui les personnages contre lesquels il faut se prémunir pour réussir sa vie.

Sossa Guédéhoungué a réussi sa vie comme l'atteste le nombre impressionnant de ses villas à étages et de ses Mercédès. Toutefois, son ardeur à conquérir la présidence de l'association des chefs de cultes voduns prouve qu'il lui manquait quelque chose. Son élection l'a fait accéder à une légitimité que le seul pouvoir de l'argent ne lui avait pas permis d'acquérir. L'État reconnaît officiellement l'existence des nouveaux cultes et leur participation à la culture vodun. Les chefs des anciens cultes voduns, tout en restant divisés par cette élection, en ont toutefois accepté le principe en demeurant membres de cette association créée sous instigation gouvernementale. Il est vrai qu'eux aussi sont en quête de légitimité institutionnelle. Recrutant de moins en moins de membres, les cultes anciens ne sont plus capables de réguler les tensions et de protéger leurs adeptes. Les conflits sociaux se sont déplacés des relations inter ou intra-lignagères vers les relations entre personnes et entre soi et le monde. En outre, les relations avec l'Au-delà ne passent plus par des entités multiples, mais par un Être Suprême unique. Dans un article sur les processus de conversion, R. Horton (1971) expose comment une tendance à la monolâtrie accompagne les transformations sociales dépassant le cadre du microcosme. La force des nouveaux cultes voduns résulte de cette nouvelle représentation du monde. Les nouveaux cultes ont troqué la multitude de divinités anciennes pour un esprit protecteur unique¹⁶. Cette transformation du panthéon est concomitante à une réduction du modèle explicatif du malheur et de la maladie. La sorcellerie comme catégorie causale fourre-tout rend compte de tous les désordres et épisodes douloureux. À leur tout début, les nouveaux cultes ont largement emprunté aux religions universalistes. Aujourd'hui, leurs pratiques rituelles les rangent plutôt du côté des cultes anciens. Nul doute que dans quelque temps on

16. L'adoration d'un Être Suprême autorise le recours à des esprits inférieurs qui composent le peuple des saints, un peu comme dans les religions afro-brésiliennes.

aura du mal à les distinguer les uns des autres, en dépit de la ferveur conservatrice du chef suprême des cultes voduns de Ouidah.

*

Le festival « Ouidah 92 », malgré ses querelles et ses rendez-vous manqués, aura au moins atteint un de ses objectifs, celui de faire accéder la culture vodun à l'universalité. La participation de pères et de mères de saints du Nouveau Monde (Brésil, Tobago et Haïti, principalement) n'en est pas, à mon sens, la raison principale. D'ailleurs, un récent voyage au Brésil m'a permis de constater que là-bas aussi, la culture vodun donnait lieu à de grandes controverses entre détenteurs de cultes « orthodoxes » et détenteurs de cultes « dévoyés et syncrétiques »¹⁷. Pierre Verger, féroce défenseur de la « nagoïtude » dans le Candomblé, a été chargé de sélectionner les responsables de *terreiro*¹⁸ dignes de participer à l'événement. Les nouveaux cultes voduns sont des cultes extraterritoriaux et extralignagers. Prestataires de services magico-religieux semblables à ceux que procurent les nouvelles Églises africaines, ils sont présents sur la côte ouest-africaine de la Côte-d'Ivoire jusqu'au Nigeria¹⁹. Leur facilité d'accès les rend universels, même s'il est vrai que l'adhésion à ces cultes tend de plus en plus à se faire autour de réseaux socio-professionnels. Ainsi pour donner des exemples, *Alafia* recrute essentiellement chez les grands commerçants et *Atingali* chez les populations marginalisées dans la nouvelle économie mondiale. Se trouvant à la croisée des cultes païens anciens et des religions universalistes, les nouveaux cultes voduns sont dans une position intermédiaire qui rend possible toutes les variantes. La personnalité du chef de culte, son statut social œuvrent pour beaucoup dans le choix effectué. Ceux des milieux les plus démunis accentuent la dimension ritualiste du culte, ceux des milieux plus aisés en accentuent la dimension éthique.

Avec l'organisation du festival « Ouidah 92, Nicéphore Soglo est devenu l'homme de l'anti-sorcellerie et l'homme de la situation nouvelle si on en croit l'essor des mouvements anti-sorcellerie²⁰ dans toute l'Afrique. L'accession par un membre d'un culte néo-traditionaliste à la

17. Pour une démonstration très convaincante de la transformation du Candomblé en religion universaliste, il faut lire le livre de R. PRANDI (1991) sur le Candomblé à São Paulo.

18. Terme qui désigne le lieu sacré où se déroulent les cérémonies dédiées aux divinités d'origine africaine.

19. *Alafia* doit sans doute être aussi présent au Gabon où Sossa Guédéhoungué a longtemps résidé avant de rentrer au pays.

20. On peut associer aux nouveaux cultes voduns tous les mouvements de réforme religieuse de type prophétique dont le ressort est la lutte contre la sorcellerie.

présidence de l'association des chefs de cultes voduns lui assure désormais l'appui de tous les adeptes des nouveaux cultes voduns. L'Église, que la restauration d'un régime démocratique avait chargé d'espoir, se trouve à nouveau en conflit larvé avec un gouvernement dont les projets de politique culturelle lui paraissent des plus ambigus. Finalement M. Kérékou est le seul à avoir tiré son épingle du jeu : l'opinion publique lui rend grâce d'avoir su se retirer de la scène politique sans violence et en oubliant toutes les années d'oppression. On lui attribue maintenant toutes les générosités et ses rares apparitions publiques déclenchent des salves d'applaudissements à rendre jaloux son successeur. Placé du côté de la tradition par son usage despotique du pouvoir, M. Kérékou a toujours su s'allier la complicité des milieux vodouistes traditionnels et des dynasties aboméennes. Quel qu'ait été son dessein en transformant le Dahomey en Bénin, la problématique nationale tourne toujours autour d'Abomey et de ses composantes voduns²¹. La promesse d'un festival en pays Somba n'efface pas le poids symbolique de cette cité-royaume dont est issu l'actuel président. C'est en effet le petit-fils d'une célèbre lignée de chefs de guerre.

Et si l'Église s'indigne de ce que la première initiative du nouveau gouvernement ait concerné la revalorisation de cultes qu'elle a toujours combattus, on ne s'étonnera pas de cette primauté accordée aux affaires religieuses. Dans une logique du pouvoir, dont la légitimité s'acquiert en partie avec le concours de forces magico-religieuses, il paraît normal d'y accorder toute son attention. Et en cela, Nicéphore Soglo s'est montré à la hauteur de ses prédécesseurs.

Orstom, Paris, 1993.

BIBLIOGRAPHIE

FASSIN, E. & FASSIN, D.

1988 « De la quête de légitimation à la question de la légitimité : les thérapeutiques "traditionnelles" au Sénégal », *Cahiers d'Études africaines*, XXVIII (2), 110 : 207-231.

HERSKOVITS, J. M.

1967 *Dahomey, an Ancient West African Kingdom*, Evanston, Northwestern University Press, 2 vols (1^{re} éd. 1938).

21. Le festival a surtout mis à l'honneur Ouidah, ancien comptoir négrier du royaume du Danxomé qui fut aussi le principal centre d'expansion des nouveaux cultes voduns, dans les années quarante.

HOUSSOU, C.

1985 *Contribution à l'étude de la médecine traditionnelle en République populaire du Bénin*, Cotonou, Thèse de Médecine, n° 258.

HORTON, R.

1971 « African conversion », *Africa*, vol. 41 (2) : 85-108.

LE HERISSÉ, A.

1911 *L'ancien royaume du Dahomey : mœurs, religion, histoire*, Paris, Larose.

PRANDI, R.

1991 *Os Candomblés de São Paulo*, São Paulo, Hucitec-Edusp.

VERGER, P.

1957 *Notes sur le culte des Orisa et Vodun à Bahia, la Baie de tous les Saints au Brésil et à l'ancienne Côte des Esclaves en Afrique*, Dakar, IFAN, Mémoire de l'IFAN, n° 51.

RÉSUMÉ

À partir de l'exemple du Festival international des cultures voduns (Ouidah 1992), l'auteur se propose d'analyser les rapports entretenus entre le politique et le religieux depuis le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou jusqu'au régime démocratique de Nicéphore Soglo, en faisant une rapide incursion aux temps précoloniaux du royaume du Danxomé. Cette analyse se veut moins une observation objective des faits politiques et religieux qu'une interprétation fondée sur des anecdotes et les commentaires qu'elles appellent.

ABSTRACT

(On Democracy and Voodoo in Benin). — The International Festival of Voodoo Cultures in Ouidah (1992) serves as an example for analyzing the relations between politics and religion from Mathieu Kérékou's Marxist-Leninist government till Nicéphore Soglo's democratic one. Brief references are made to precolonial times and the Kingdom of Dahomey. This analysis is not intended as an objective account of political and religious facts but rather as an interpretation based on anecdotes and the comments about them.

Mots-clés/Key words : Bénin, médecine traditionnelle, vodun, démocratisation, pouvoir politique, pouvoir religieux/Benin, healing, vodun, democratization, political power, religious power.

Bogumil Jewsiewicki, Flory-Kante Mbuyamba & Marie Daniella Mwadi wa Ngombu

Du témoignage à l'histoire, des victimes aux martyrs : la naissance de la démocratie à Kinshasa*

Le texte présenté ici est une partie d'un récit autobiographique¹ de plus de cent pages recueilli lors de plusieurs rencontres qui se sont étalées sur les six premiers mois de l'année 1992. Les deux narrateurs sont membres du corps enseignant et sont originaires de la même région, le Kasai, et presque voisins, Flory-Kanté Mbuyamba et Marie-Daniella Mwadi wa Ngombu n'étaient pas étrangers l'un à l'autre lorsque le premier enregistra et transcrivit le récit dans lequel le français, le lingala et le ciluba (trois langues dont les deux interlocuteurs se servent dans la vie courante) se côtoyaient. Avant de consentir aux rencontres dont ce récit fait l'objet, la narratrice a eu l'occasion de consulter d'autres récits recueillis par F.-K. Mbuyamba, dont certains ont été publiés (Jewsiewicki 1993). Ayant accepté une éventuelle publication, elle a souhaité consulter la transcription, y a apporté certaines corrections factuelles, et a parfois supprimé un détail qu'elle jugeait trop personnel. Intellectuelle kinoise elle-même, cette ancienne religieuse, devenue directrice d'école primaire, est consciente de témoigner par procuration devant un vaste public. Ceci ne l'empêche pas de s'adresser tout d'abord à un interlocuteur de sa culture et de son milieu social, à une personne qui comprend ce qu'elle dit parce qu'elle connaît d'autres vies sem-

* Ce texte a été recueilli grâce à une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour le projet consacré à l'étude de la formation de la mémoire et des identités sociales au Zaïre. Une telle étude doit nécessairement être comparative. Je remercie mes collègues du Célat (Centre d'études des langues, des arts et des traditions populaires), et en particulier Jocelyn Létourneau qui ont permis d'élaborer une perspective comparative. Il n'est pas possible d'explicitier ici leur apport immédiat, la bibliographie serait trop longue. Citons cependant, parmi les recherches les plus intéressantes actuellement conduites par le collectif de *Subaltern Studies*, le travail de Sudipta Kaviraj (1992).

1. Voir JEWSIEWICKI & MONTAL (1989) ainsi que FOLKENFLIK (1993).